L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 3 MARS 1880. 53me Année

DUFOUR & LIBERT, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS,

MERCREDI 3 MARS 1880.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Nash & Hodgson, au No 96 rue S Charles, montres or et argent.

Par S. Guinault, au coin Chemin de la Métairie et de la rue du Canal, une vacherie.

NOTRE PLAN
pour la liquidation des dettes municipales.

Nous avons exposé les différents plans suggérés pour la liquidation des dettes de la ville, mais nous croyons qu'il n'y en a pas de plus simple et de plus pratique que celui que nous avons proposé dans notre numéro du jeudi 25 février.

Un groupe d'honorables financiers a offert d'*essayer* de racheter tous les titres de dettes municipales moyennant une somme maximum de Dix millions, ce qui ferait environ 50 pour cent. Ils croient être assurés de réussir, mais ils ont bien soin de dire que le rachat ne doit se faire que par un compromis volontaire. Leur plan, outre qu'il fixe une somme trop élevée eu égard à la valeur actuelle des titres et aux ressources disponibles de la ville, a l'inconvénient de ne rien régler définitivement quant à présent et de laisser la ville exposée aux réclamations et aux litiges.

Le second plan imaginé par plusieurs avocats et défendu devant le comité de la Charte par le Dr Brickell est beaucoup plus tranché. Les auteurs ont voulu, comme nous, affranchir, dès à présent, les habitants de la Nile-Orléans des dettes du passé, et, pour arriver à ce résultat, ils proposent d'abolir la corporation actuelle, et de créer avec le territoire de la paroisse d'Orléans trois nouvelles municipalités, sans soumettre celles-ci en aucune façon au paiement des dettes de l'ancienne municipalité. Ils accordent seulement aux créanciers la somme que produira la vente des biens de la ville non consacrés à un usage public et qui seront vendus par des syndics ou receveurs, somme qui serait bien peu de chose. Ce plan n'abontirait peut-être pas au résultat qu'en attendent ses auteurs et il rencontrerait certainement une hostilité prononcée de la part de tous les créanciers.

Nous croyons, au contraire, que le nôtre répondrait au double objet des deux premiers, en déblayant la voie pour l'avenir et en donnant aux créanciers une satisfaction acceptable. Il est basé sur les principes du droit le plus généralement reconnu.

La ville de la Nouvelle-Orléans est depuis longtemps déjà, virtuellement en faillite; nul ne peut nier ce qui est l'évidence. Mais une ville, en même temps qu'elle est une corporation ayant des intérêts matériels, un actif et un passif, est aussi une communauté politique, une agglomération d'habitants ayant des nécessités qu'on ne saurait méconnaître, des droits acquis d'un caractère d'utilité publique, qui ont une valeur sérieuse, mais qui ne sont pas une marchandise.

Quand une compagnie de chemin de fer est mise en faillite, avant de vendre en détail aux enchères les diverses parties du matériel, on commence par mettre en adjudication le tout ensemble, droits, privilèges et matériel, d'abord parce que l'on peut en obtenir un meilleur prix, ensuite parce que l'intérêt public veut qu'on rende possible l'exploitation du privilège. Les anciens actionnaires peuvent s'entendre pour racheter la ligne ; à leur défaut d'autres peuvent aussi bien l'exploiter.

Il en est autrement pour une corporation municipale. Une partie de son actif peut être vendu et acquis par le premier venu, tandis que l'autre, celui qui est consacré forcément à l'usage public, rues, places, quais, marchés, droits de passage et autres privilèges, ne peut être ni aliéné, ni enlevé aux habitants.

Nous voulons, comme les auteurs du second plan, que l'on abolisse l'ancienne corporation, et que la nouvelle ou les nouvelles corporations ne soient plus tenues responsables des dettes de l'ancienne, mais au lieu de faire vendre l'actif disponible à l'encan séparément, ce qui ne produirait qu'un résultat dérisoire et ce qui priverait les habitants de choses qui peuvent être utiles, nous proposons de faire transférer par acte législatif à la nouvelle ou aux nouvelles corporations, tout l'actif de l'ancienne, propriétés aliénables et inaliénables, droits, immunités et privilèges sans distinction. Cela nous paraît plus équitable et moins sujet à contestations. C'est un prix que la nouvelle ou les nouvelles corporations paieront comme compensation des avantages dont les habitants du territoire continueront à jouir sous la nouvelle Charte.

Nous demandons que le prix soit fixé par la législature, à cause du caractère public et inaliénable de la partie de l'actif qui est de domaine public et à cause des inconvénients d'une division de l'actif. On ne peut mettre la chose vendue en vente au plus offrant. Voilà pourquoi nous voulons que ce soit l'Etat, créateur des anciennes municipalités et de la nouvelle, qui se constitue l'arbitre du prix à payer pour la cession et le transfert des biens, droits et avantages de l'ancienne ville à la nouvelle.

L'Etat a qualité pour faire une loi de faillite, pour régler les cessions de biens, les concordats, en ce qui concerne les particuliers, les compagnies, les corporations. Il peut conséquemment user de son pouvoir pour liquider les affaires de la corporation actuelle de la Nouvelle-Orléans. On soutient que l'Etat ne peut porter atteinte à un contrat, cela est vrai relativement mais non absolument. Les lois de faillite sont une exception à cette règle puisqu'elles autorisent une libération avec paiement partiel. L'acceptation sous bénéfice d'inventaire est encore un moyen pour l'héritier de se soustraire au contrat consenti par son auteur.

Pourquoi refuserait-on d'admettre pour les habitants d'une ville la faculté d'échapper à des obligations trop lourdes, par des moyens qui ont été jugés équitables pour les particuliers et les compagnies. L'idée que ces habitants sont taxables sans limites et éternellement à raison de contrats consentis illégalement ou imprudemment par les mandataires d'une génération, choque toutes les notions de justice et de bon sens et est inacceptable.

Il serait, d'un autre côté, inique de répudier les dettes légitimes ou légales, en laissant la génération nouvelle jouir de l'équivalent pendait par ces dettes. Ce n'est pas ce que nous proposons.

Etant données les circonstances et les conditions par lesquelles a passé la Nouvelle-Orléans depuis vingt ans, le consentir tout j'en croyons [illegible] le peu qui [illegible] Je ne plaisante pas, et [illegible] de [illegible] tranquil, répondit le fluctueux [illegible] votre mépris est d'autant plus [illegible] elle prend que le mari de [illegible] [illegible] [illegible]